



Assemblée générale

Distr. générale
27 décembre 2019
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-troisième session

24 février-20 mars 2020

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa décision 2/102, le Conseil des droits de l'homme a prié le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de poursuivre leurs activités, conformément à toutes les décisions précédemment adoptées par la Commission des droits de l'homme, et de mettre à jour les études et rapports pertinents.
2. Dans sa résolution 2004/76, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de publier chaque année les conclusions et recommandations formulées par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, de sorte que la mise en œuvre de celles-ci puisse être examinée plus avant. Elle a également prié le Haut-Commissaire de continuer à établir une compilation électronique complète et régulièrement mise à jour des recommandations faites par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, par pays, dans la mesure où il n'en existait pas encore. Au paragraphe 29 de l'annexe de sa résolution 65/281, l'Assemblée générale a prévu que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) continuerait de tenir à jour des informations complètes et facilement accessibles sur les procédures spéciales.
3. Le Secrétaire général appelle l'attention du Conseil des droits de l'homme sur les conclusions et recommandations qui figurent dans les rapports annuels et les additifs s'y rapportant, soumis par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales au Conseil en 2019, à ses quarantième, quarante et unième et quarante-deuxième sessions, ainsi qu'à l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session¹.

II. Conclusions et recommandations

4. En 2019, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté 136 rapports au Conseil des droits de l'homme. Ils ont également soumis 46 rapports à

¹ Disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org.



l'Assemblée générale. Leurs recommandations peuvent être consultées dans l'Index universel des droits de l'homme, où elles sont classées par pays.

A. Rapports thématiques

5. Comme l'illustre la liste des thèmes abordés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans leurs rapports en 2019 (voir annexe), un large éventail de questions ont été examinées et les États et autres parties prenantes ont reçu des conseils sur la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international. Dans leurs rapports, les titulaires de mandat ont formulé des recommandations précises à l'intention non seulement des États et d'autres acteurs, mais aussi de l'Organisation des Nations Unies, ces documents touchant également à divers aspects des activités de l'Organisation.

6. Plusieurs rapports ont eu trait à la réalisation des objectifs de développement durable. C'est notamment le cas du rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, qui portait sur la mise en œuvre du droit à l'éducation et de l'objectif de développement durable 4 face à l'importance croissante des acteurs privés dans le domaine de l'éducation (A/HRC/41/37) ; du rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, qui concernait le droit à l'alimentation dans le contexte des objectifs de développement durable (A/74/164) ; des rapports du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, consacrés pour l'un à la participation de la société civile à la réalisation des objectifs de développement durable (A/74/349), et pour l'autre à la formulation de recommandations concrètes sur la participation de la société civile à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (A/HRC/41/41/Add.2). La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge s'est intéressée à la réalisation des objectifs de développement durable dans ce pays, et a analysé en particulier la situation des personnes susceptibles d'être laissées de côté (A/HRC/42/60 et A/HRC/42/60/Add.1).

7. Différents titulaires de mandat ont étudié à plusieurs reprises la question de l'accès à la justice. La Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard s'est intéressée à l'accès à la justice en tant que moyen de réalisation du droit au logement (A/HRC/40/61), tandis que l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme s'est penchée sur le droit d'accès à la justice des personnes atteintes d'albinisme (A/HRC/40/62). La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones a étudié plus généralement la question des peuples autochtones et de la justice (A/HRC/42/37), et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne a fait de l'accès à la justice l'un des thèmes de son rapport sur l'impunité (A/74/159).

8. Une large place a été faite aux questions de genre et aux droits des femmes, ainsi qu'en témoigne par exemple le rapport que le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a consacré à la prise en compte des questions de genre dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (A/HRC/41/43). En outre, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne a examiné la situation des défenseuses des droits de la personne (A/HRC/40/60), tandis que le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a étudié les impacts des sociétés militaires et de sécurité privées sur les droits de la personne selon une approche de genre (A/74/244). Le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants s'est intéressé à la pertinence de l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le contexte de la violence domestique (A/74/148).

9. Pour sa part, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a réfléchi à l'adoption d'une démarche fondée sur les droits de la personne dans la lutte contre les mauvais traitements et les violences infligés aux femmes

dans les services de santé procréative, en particulier les violences commises pendant l'accouchement et les violences obstétricales (A/74/137). Le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles a traité la question des femmes privées de liberté (A/HRC/41/33). Enfin, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants a élaboré deux études, l'une sur l'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes (A/HRC/41/38) et l'autre sur les pratiques et initiatives exemplaires en matière de législations et de politiques migratoires tenant compte des questions de genre (A/74/191).

10. Le thème de la prévention a aussi fait l'objet d'une attention particulière, notamment de la part de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, qui s'est intéressée au droit à l'éducation et à la prévention des atrocités criminelles ainsi que des violations graves ou massives des droits de l'homme (A/74/243). Dans ce contexte, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition a étudié la mise en œuvre concrète de programmes nationaux de réparation (A/HRC/42/45) et traité la question des excuses pour les violations flagrantes des droits de la personne et les violations graves du droit international humanitaire (A/74/147).

11. Plusieurs rapports ont porté sur les questions liées aux migrations. L'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale a examiné la question de l'incrimination et de la répression de la fourniture d'une assistance humanitaire aux migrants et aux réfugiés qui entrent sur le territoire d'un État de manière irrégulière (A/HRC/41/44). Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants a consacré un rapport à l'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes (A/HRC/41/38), et un autre aux pratiques et initiatives exemplaires en matière de législations et de politiques migratoires tenant compte des questions de genre (A/74/191).

12. La question de l'environnement a également retenu l'attention, notamment celle du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, dont l'un des rapports concernait les changements climatiques et la pauvreté (A/HRC/41/39 et Corr.1), et celle du Rapporteur spécial sur le droit au développement, qui a établi un rapport sur le droit au développement et la réduction des risques de catastrophe (A/74/163). Les rapports du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ont porté sur le droit de respirer un air pur (A/HRC/40/55) et sur les changements climatiques (A/74/161).

13. Des questions émergentes, telles que les incidences des nouvelles technologies sur les droits de l'homme, ont été abordées dans les rapports du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, qui avaient traité à la surveillance et aux droits de l'homme (A/HRC/41/35), ainsi qu'aux discours haineux en ligne (A/74/486) ; dans le rapport du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée, dont le thème était la surveillance et les données de santé (A/74/277) ; dans le rapport du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, qui a mis en évidence les possibilités et les difficultés qui se présentaient en ce qui concerne les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à l'ère du numérique (A/HRC/41/41) ; dans le rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, qui était consacré à l'utilisation des technologies numériques dans les systèmes de protection sociale et à son incidence sur l'exercice des droits de l'homme (A/74/493).

B. Rapports de pays

14. Au cours des trois dernières sessions du Conseil des droits de l'homme, les titulaires de mandat thématique ont présenté 62 rapports de pays. Une liste détaillée de ces rapports figure en annexe.

15. Quinze rapports de visite concernaient des pays d'Afrique, à savoir : le Botswana (Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités), Cabo Verde (Rapporteur spécial sur le droit au développement), l'Égypte (Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à

la non-discrimination à cet égard), le Kenya (Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme et Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises), le Lesotho (Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement), le Maroc (Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée), le Mozambique (Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre et Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme), le Niger (Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants), le Nigéria (Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants), le Tchad (Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) et la Tunisie (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association).

16. Dix-sept rapports de visite concernaient des pays de la région Asie-Pacifique, à savoir : l'Arabie saoudite (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste), le Bhoutan (Groupe de travail sur la détention arbitraire), les Fidji (Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme), l'Indonésie (Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation), le Kirghizistan (Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible), la Malaisie (Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels et Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement), le Népal (Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences), la République de Corée (Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard), la République démocratique populaire lao (Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant et Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté), Sri Lanka (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels), la Thaïlande (Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises), le Timor-Leste (Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones) et le Viet Nam (Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation).

17. Neuf rapports de visite concernaient des pays d'Europe orientale, à savoir : l'Arménie (Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association), la Géorgie (Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre), la Pologne (Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles), la République de Moldova (Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne), la Serbie et le Kosovo² (Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants), la Slovénie (Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités) et l'Ukraine (Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques,

² Les références au Kosovo doivent être entendues au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

sociaux et culturels, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires).

18. Huit rapports de visite concernaient des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir : l'Argentine (Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine), l'Équateur (Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones), le Honduras (Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne et Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles) et l'Uruguay (Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme).

19. Treize rapports de visite concernaient des pays membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, à savoir : l'Autriche (Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), la Belgique (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine), le Canada (Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences), la France (Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées), l'Irlande (Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant), l'Italie (Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences), les Pays-Bas (Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté et Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée) et la Suède (Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale).

20. En outre, les titulaires de mandat ci-après ont présenté des rapports sur les pays dont ils sont chargés de suivre la situation : Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie et Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan.

21. Plusieurs des recommandations formulées dans les rapports de pays avaient trait aux objectifs de développement durable. La Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant a fait référence à ces objectifs dans les rapports qu'elle a consacrés à ses visites en Malaisie (A/HRC/40/51/Add.3) et en République démocratique populaire lao (A/HRC/40/51/Add.1). La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation les a également évoqués dans les conclusions tirées de sa visite au Viet Nam (A/HRC/40/56/Add.1), tout comme l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, à l'issue de ses visites en Ukraine (A/HRC/40/57/Add.1) et à Sri Lanka (A/HRC/40/57/Add.2), la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant

ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, à la suite de ses visites en République de Corée (A/HRC/40/61/Add.1) et en Égypte (A/HRC/40/61/Add.2), et l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme, après ses visites aux Fidji (A/HRC/40/62/Add.1) et au Kenya (A/HRC/40/62/Add.3).

22. En outre, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association a abordé les objectifs de développement durable dans ses recommandations à la Tunisie (A/HRC/41/41/Add.3) et à l'Arménie (A/HRC/41/41/Add.4), de même que l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale dans ses rapports sur les Pays-Bas (A/HRC/41/44/Add.2) et sur la Suède (A/HRC/41/44/Add.1), et que le Rapporteur spécial sur le droit au développement comme suite à sa mission à Cabo Verde (A/HRC/42/38/Add.1). Ont également fait référence au Programme 2030 la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, dans son rapport sur l'Italie (A/HRC/42/44/Add.1), le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, comme suite à sa visite au Lesotho (A/HRC/42/47/Add.1), le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, à l'issue de ses visites en Belgique (A/HRC/42/59/Add.1) et en Argentine (A/HRC/42/59/Add.2), et la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, après ses visites dans ce pays (A/HRC/42/60 et A/HRC/42/60/Add.1).

23. La question des migrations a été abordée par la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, à la suite de sa visite en Malaisie, par le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans son rapport sur la Serbie et le Kosovo (A/HRC/40/59/Add.1), par la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, après sa visite en République de Corée, par le Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles, à l'issue de sa visite au Honduras (A/HRC/41/33/Add.1), et par le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, dans le cadre de ses visites au Kirghizistan (A/HRC/41/34/Add.1) et au Canada (A/HRC/41/34/Add.2). Bien entendu, cette question était omniprésente dans les conclusions et recommandations que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants a formulées à l'issue de sa visite au Niger (A/HRC/41/38/Add.1).

24. La Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences s'est également intéressée aux migrations dans le rapport sur sa visite au Canada (A/HRC/41/42/Add.1), tout comme le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, à la suite de sa visite en Thaïlande (A/HRC/41/43/Add.1), l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, dans son rapport sur les Pays-Bas et la Suède, la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, à l'issue de sa visite au Nigéria (A/HRC/41/46/Add.1), ainsi que la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, dans ses rapports sur le Maroc (A/HRC/41/54/Add.1) et sur le Royaume-Uni (A/HRC/41/54/Add.2). La question des migrations a aussi été traitée par la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, dans son rapport sur l'Italie, par le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans le rapport sur sa visite en Autriche (A/HRC/42/42/Add.2), et par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, à la suite de ses visites en Belgique et en Argentine.

25. La Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation a formulé des conclusions et recommandations sur l'environnement à l'issue de sa visite au Viet Nam, de même que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, dans le rapport consacré à sa visite en République démocratique populaire lao (A/HRC/41/39/Add.2 et Corr.1), que le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés

transnationales et autres entreprises, comme suite à ses visites en Thaïlande et au Kenya (A/HRC/41/43/Add.2), et que la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, dans ses rapports sur l'Équateur (A/HRC/42/37/Add.1) et sur le Timor-Leste (A/HRC/42/37/Add.2).

26. Enfin, plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté des rapports sur le suivi de leurs visites. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a formulé des recommandations dans le cadre du suivi des visites qu'il a conduites en Côte d'Ivoire (2004), en Israël et dans le territoire palestinien occupé (2011), au Honduras (2012), au Japon (2016) et en Turquie (2016) (A/HRC/41/35/Add.2). Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a présenté un rapport sur le suivi de ses visites au Pérou et à Sri Lanka (A/HRC/42/40/Add.1). Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement a établi quatre rapports distincts sur le suivi de ses visites au Portugal, en El Salvador, au Botswana et au Tadjikistan (A/HRC/42/47/Add.3 à Add.6).

C. Rapports sur les communications

27. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont présenté trois rapports sur les communications, un à chaque session du Conseil des droits de l'homme. Publiés respectivement en mars, en juin et en septembre, ces rapports regroupaient les communications envoyées par tous les titulaires de mandat entre le 1^{er} juin et le 30 novembre 2018 (A/HRC/40/79), entre le 1^{er} décembre 2018 et le 28 février 2019 (A/HRC/41/56), et entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2019 (A/HRC/42/65).

28. Plusieurs titulaires de mandat ont aussi présenté des rapports dans lesquels ils ont fait part de leurs observations sur les communications envoyées et les réponses reçues. C'est le cas du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne (A/HRC/40/60/Add.1 et Corr.1), de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (A/HRC/41/36/Add.1) et du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association (A/HRC/41/41/Add.1).

D. Autres rapports

29. La Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales a présenté le rapport de la vingt-cinquième réunion annuelle des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, comprenant des informations actualisées sur les procédures spéciales (A/HRC/40/38). Le rapport s'accompagne d'un additif, dans lequel figurent des faits et chiffres pertinents (A/HRC/40/38/Add.1). Il comporte des informations sur les résultats obtenus par les titulaires de mandat en 2019, tant à titre individuel que collectivement.

30. Le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités a présenté un rapport dans lequel étaient reprises les recommandations formulées à la onzième session du Forum sur les questions relatives aux minorités, qui s'est tenue les 29 et 30 novembre 2018 sur le thème « L'apatridie et les minorités » (A/HRC/40/71).

31. L'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels a présenté un rapport intitulé « Principes directeurs applicables aux études de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme » (A/HRC/40/57).

32. La Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels a présenté un rapport marquant le dixième anniversaire du mandat et saisi cette occasion pour proposer des stratégies destinées à promouvoir les droits culturels au cours de la prochaine décennie (A/HRC/40/53).

33. L'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme a présenté un rapport sur la tenue d'une table ronde consacrée aux droits de l'homme et à l'albinisme, dont l'objectif était de définir un consensus et des priorités en matière de plaidoyer et de recherche (A/HRC/40/62/Add.2).

34. Le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a présenté un rapport offrant une vue d'ensemble des contributions qui lui ont été communiquées aux fins de l'élaboration de son rapport thématique sur la surveillance et les droits de l'homme (A/HRC/41/35/Add.3), ainsi qu'une synthèse d'une consultation d'experts tenue dans le cadre de l'établissement de ce même rapport thématique (A/HRC/41/35/Add.4).

35. Le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises a présenté un rapport sur les délibérations et les recommandations thématiques de la septième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme, tenue du 26 au 28 novembre 2018 à Genève (A/HRC/41/49). Le Forum de 2018 était intitulé « Le respect des droits de l'homme par les entreprises – S'appuyer sur ce qui fonctionne ».

36. La Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a présenté un rapport sur les activités entreprises aux niveaux mondial et national à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays (A/HRC/41/40/Add.1).

37. À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la création du mandat dont elle est titulaire, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a présenté un rapport sur l'évolution du mandat, les défis qui se posent actuellement et la voie à suivre (A/HRC/41/42 et Corr.1).

38. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a présenté un rapport sur la lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (A/HRC/41/55). Dans ce rapport, elle analyse la façon dont les groupes nazis, néonazis et les autres groupes extrémistes contemporains s'y prennent pour recruter des jeunes et les radicaliser. Elle a également présenté un rapport sur l'antisémitisme dans les mêmes cercles (A/74/253).

39. Le Rapporteur spécial sur le droit au développement a présenté un rapport dans lequel il énonce des lignes directrices et des recommandations sur la réalisation concrète du droit au développement (A/HRC/42/38).

40. Le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux a présenté un rapport dans lequel il définit des principes relatifs aux droits de la personne et à la protection des travailleurs contre l'exposition à des matières toxiques (A/HRC/42/41).

41. Enfin, le Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a présenté les éléments d'un projet de déclaration de l'Assemblée générale sur les mesures coercitives unilatérales et l'état de droit (A/HRC/42/46/Add.1).

III. Aperçu des sessions du Conseil des droits de l'homme

A. Quarantième session du Conseil des droits de l'homme

42. À la quarantième session du Conseil des droits de l'homme, les 19 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ci-après, à savoir 14 titulaires de mandat thématique et 5 titulaires de mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction ;

- Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation ;
- Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ;
- Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard ;
- Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne ;
- Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités ;
- Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant ;
- Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels ;
- Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels ;
- Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées ;
- Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme ;
- Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée ;
- Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ;
- Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;
- Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée ;
- Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali ;
- Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar ;
- Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

43. La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée a participé au dialogue renforcé sur l'Érythrée et l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine a participé au dialogue de haut niveau sur la République centrafricaine.

B. Quarante et unième session du Conseil des droits de l'homme

44. À la quarante et unième session du Conseil, les 19 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ci-après, à savoir 17 titulaires de mandat thématique et 2 titulaires de mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels:

- Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté ;
- Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ;
- Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats ;
- Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays ;

- Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association ;
- Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation ;
- Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ;
- Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ;
- Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants ;
- Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants ;
- Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences ;
- Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale ;
- Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ;
- Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles ;
- Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises ;
- Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille ;
- Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ;
- Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus ;
- Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée.

45. Le Conseil a pris note des comptes rendus oraux de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar et de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine.

C. Quarante-deuxième session du Conseil des droits de l'homme

46. À la quarante-deuxième session du Conseil des droits de l'homme, les 16 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ci-après, à savoir 12 titulaires de mandat thématique et 4 titulaires de mandat par pays, ont présenté leurs rapports annuels :

- Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ;
- Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux ;
- Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones ;
- Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme ;
- Rapporteur spécial sur le droit au développement ;
- Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences ;
- Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition ;
- Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement ;
- Groupe de travail sur la détention arbitraire ;

- Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ;
- Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ;
- Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge ;
- Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine ;
- Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie ;
- Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan.

47. Le Conseil a également pris note du compte rendu oral de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar.

Annexe

Aperçu des rapports présentés par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales en 2019

Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/59) – Rapport du Groupe de travail sur les travaux de ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions sur la question des données au service de la justice raciale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/59/Add.2 et A/HRC/42/59/Add.1) – Missions en Argentine et en Belgique

Assemblée générale (A/74/274) – Lutte contre les stéréotypes raciaux négatifs et les représentations stéréotypées associés aux personnes d'ascendance africaine

Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/62) – Droit d'accès à la justice pour les personnes atteintes d'albinisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/62/Add.2) – Table ronde sur les droits de l'homme et l'albinisme : définir un consensus et des priorités en matière de plaidoyer et de recherche

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/62/Add.1 et A/HRC/40/62/Add.3) – Missions aux Fidji et au Kenya

Assemblée générale (A/74/190) – L'albinisme dans le monde

Groupe de travail sur la détention arbitraire

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/39) – Rapport annuel

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/39/Add.1) – Mission au Bhoutan

Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/43) – Prise en compte des questions de genre dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/49) – Septième session du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/43/Add.2 et A/HRC/41/43/Add.1) – Missions au Kenya et en Thaïlande

Assemblée générale (A/74/198) – Cohérence des politiques relatives aux entreprises et aux droits de la personne dans la pratique

Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/53) – Droits culturels : rapport marquant le dixième anniversaire du mandat

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/53/Add.1) – Mission en Malaisie

Assemblée générale (A/74/255) – Importance des espaces publics pour l'exercice des droits culturels

Rapporteur spécial sur le droit au développement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/38) – Lignes directrices et recommandations sur la réalisation concrète du droit au développement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/38/Add.1) – Mission à Cabo Verde

Assemblée générale (A/74/163) – Droit au développement et réduction des risques de catastrophe

Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/54) – Formes de privation de liberté propres au handicap

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/54/Add.1) – Mission en France

Assemblée générale (A/74/186) – Droits des personnes âgées handicapées

Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/40) – Rapport annuel

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/40/Add.2) – Mission en Ukraine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/40/Add.1) – Suivi des visites au Pérou et à Sri Lanka

Assemblée générale (soixante-quatorzième session) – Dialogue seulement

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/37) – Mise en œuvre du droit à l'éducation et de l'objectif de développement durable 4 face à l'importance croissante des acteurs privés dans le domaine de l'éducation

Assemblée générale (A/74/243) – Droit à l'éducation et prévention des atrocités criminelles ainsi que des violations graves ou massives des droits de l'homme

Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/55) – Droit de respirer un air pur

Assemblée générale (A/74/161) – Changements climatiques

Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/36) – Enquêtes sur les homicides volontaires de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et de dissidents en vue par un État, établissement des responsabilités et prévention

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/36/Add.1) – Observations sur les communications transmises aux gouvernements et les réponses reçues

Assemblée générale (A/74/318) – Application de la peine de mort aux ressortissants étrangers et fourniture d'une assistance consulaire par l'État d'origine

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/56) – Droit à l'alimentation des travailleurs du secteur de la pêche

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/56/Add.3, A/HRC/40/56/Add.2 et A/HRC/40/56/Add.1) – Missions en Argentine, en Indonésie et au Viet Nam

Assemblée générale (A/74/164) – Objectifs de développement durable

Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

Conseils des droits de l'homme (A/HRC/40/57) – Principes directeurs applicables aux études de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/57/Add.2 et A/HRC/40/57/Add.1) – Missions à Sri Lanka et en Ukraine

Assemblée générale (A/74/178) – Responsabilité de complicité des institutions financières internationales en ce qui concerne les violations des droits de la personne résultant de réformes économiques rétrogrades

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/35) – Surveillance et droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/35/Add.1) – Mission en Équateur

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/35/Add.2) – Rapport de suivi sur les visites de pays

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/35/Add.3) – Aperçu des contributions reçues

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/35/Add.4) – Résumé d'une consultation d'experts

Assemblée générale (A/74/486) – Discours haineux en ligne

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/41) – Possibilités et difficultés qui se présentent en ce qui concerne les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à l'ère du numérique

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/41/Add.2) – Participation de la société civile à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/41/Add.1) – Observations sur les communications transmises aux gouvernements et les réponses reçues

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/41/Add.4 et A/HRC/41/41/Add.3) – Missions en Arménie et en Tunisie

Assemblée générale (A/74/349) – Effets des atteintes aux droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association sur le développement durable

Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/41) – Principes relatifs aux droits de la personne et à la protection des travailleurs contre l'exposition à des matières toxiques

Assemblée générale (A/74/480) – Devoir de prévention de l'exposition à des substances toxiques

Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/34) – Rôle crucial des déterminants sociaux et autres de la santé dans la réalisation du droit à la santé mentale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/34/Add.2 et A/HRC/41/34/Add.1) – Missions au Canada et au Kirghizistan

Assemblée générale (A/74/174) – Agents de santé

Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/61) – L'accès à la justice en tant que moyen de réalisation du droit au logement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/61/Add.2 et A/HRC/40/61/Add.1) – Missions en Égypte et en République de Corée

Assemblée générale (A/74/183) – Droit au logement des peuples autochtones

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de la personne

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/60) – Situation des défenseuses des droits de la personne

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/60/Add.1 et Corr.1) – Observations sur les communications transmises aux gouvernements et les réponses reçues

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/60/Add.2 et A/HRC/40/60/Add.3) – Missions au Honduras et en République de Moldova

Assemblée générale (A/74/159) – Impunité des auteurs de violations des droits fondamentaux des défenseurs des droits de la personne

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/48) – Exercice des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique par les juges et les procureurs, tant en ligne que hors ligne

Assemblée générale (A/74/176) – Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature

Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/37) – Droits des peuples autochtones et justice

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/37/Add.1 et A/HRC/42/37/Add.2) – Missions en Équateur et au Timor-Leste

Assemblée générale (A/74/149) – Le droit des peuples autochtones à l'autonomie ou à l'auto-administration

Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/40) – Les déplacements internes et le rôle des institutions nationales des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/40/Add.1) – Activités entreprises aux niveaux mondial et national à l'occasion du vingtième anniversaire des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays

Assemblée générale (A/74/261) – Enfants déplacés

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/48) – Participation du public et prise de décisions dans les instances de gouvernance mondiale et incidence sur l'instauration d'un ordre international démocratique et équitable

Assemblée générale (A/74/245) – Participation du public et prise de décision dans les espaces de gouvernance mondiale et incidence sur l'instauration d'un ordre international démocratique et équitable

Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/44) – L'incrimination et la répression de la fourniture d'une assistance humanitaire aux migrants et aux réfugiés qui entrent sur le territoire d'un État de manière irrégulière

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/44/Add.2 et A/HRC/41/44/Add.1) – Missions aux Pays-Bas et en Suède

Assemblée générale (A/74/185) – La protection mondiale des réfugiés et la solidarité internationale fondée sur les droits de l'homme

Rapporteuse spéciale sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/47) – La stigmatisation en tant que facteur de déshumanisation : représentations stéréotypées erronées des femmes et des enfants touchés par la lèpre et violence structurelle à leur égard

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/42) – Liens entre les sociétés militaires et de sécurité privées et l'industrie extractive du point de vue des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/42/Add.2 et A/HRC/42/42/Add.1) – Missions en Autriche et au Tchad

Assemblée générale (A/74/244) – Impacts des sociétés militaires et de sécurité privées sur les droits de la personne selon une approche de genre

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/38) – L'impact de la migration sur les femmes et les filles migrantes : une perspective de genre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/38/Add.1) – Mission au Niger

Assemblée générale (A/74/191) – Pratiques et initiatives exemplaires en matière de législations et de politiques migratoires tenant compte des questions de genre

Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/64) – Bilan des activités

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/71) – Recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa onzième session, consacrée au thème « L'apatridie et les minorités »

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/64/Add.2 et A/HRC/40/64/Add.1) – Missions au Botswana et en Slovénie

Assemblée générale (A/74/160) – La notion de minorité dans le système des Nations Unies

Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/43) – Protection des droits de l'homme des personnes âgées dans les situations d'urgence

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/43/Add.2 et A/HRC/42/43/Add.1) – Missions au Mozambique et en Uruguay

Assemblée générale (soixante-quatorzième session) – Dialogue seulement

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/39 et Corr.1) – Changements climatiques et pauvreté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/39/Add.2 et Corr.1 et A/HRC/41/39/Add.1) – Missions en République démocratique populaire lao et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Assemblée générale (A/74/493) – Incidences de l'utilisation des technologies numériques dans les systèmes de protection sociale sur l'exercice des droits de l'homme

Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/63) – Sécurité et surveillance : droit à la vie privée et protection de la vie privée et données sur la santé sous l'angle des questions de genre

Assemblée générale (A/74/277) – Recommandation sur la protection et l'utilisation des données de santé

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/54) – Extractivisme mondial et égalité raciale

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/55) – Manifestations contemporaines du nazisme et du néonazisme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/54/Add.1 et A/HRC/41/54/Add.2) – Missions au Maroc et au Royaume-Uni

Assemblée générale (A/74/321) – Obligations des États Membres en matière de droits de l'homme pour ce qui concerne les réparations dues au titre de la discrimination raciale qui trouve son origine dans l'esclavage et le colonialisme

Assemblée générale (A/74/253) – Violence antisémite et actes de racisme et d'intolérance qui s'y rattachent

Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/58) – Liberté de religion ou de conviction et liberté d'expression

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/58/Add.1) – Mission en Tunisie

Assemblée générale (A/74/358) – Combattre l'antisémitisme pour éliminer la discrimination et l'intolérance fondées sur la religion ou la conviction

Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/51) – La vente et l'exploitation sexuelle d'enfants dans le contexte du sport

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/51/Add.2, A/HRC/40/51/Add.1 et A/HRC/40/51/Add.3) – Missions en Irlande, en République démocratique populaire lao et en Malaisie

Assemblée générale (A/74/162) – Garanties visant à protéger les droits des enfants nés d'une gestation pour autrui

Expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/45) – La collecte et la gestion des données en tant que moyens de sensibiliser davantage à la violence et à la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/45/Add.1 et A/HRC/41/45/Add.2) – Missions en Géorgie et au Mozambique

Assemblée générale (A/74/181) – Lois discriminatoires et normes socioculturelles

Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/44) – Formes contemporaines d'esclavage

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/44/Add.1) – Mission en Italie

Assemblée générale (A/74/179) – L'esclavage des enfants

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/52) – Effet des mesures de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sur l'espace civique et sur les droits des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/52/Add.5, A/HRC/40/52/Add.4, A/HRC/40/52/Add.2, A/HRC/40/52/Add.3 et A/HRC/40/52/Add.1) – Missions en Belgique, en France, en Arabie saoudite, à Sri Lanka et en Tunisie

Assemblée générale (A/74/335) – Rôle du « droit souple » et des nouvelles institutions dans la mise en place, l'application, le contrôle et l'encadrement réglementaire des mesures de lutte contre le terrorisme

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/59) – Liens entre la corruption et la torture ou les mauvais traitements

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/59/Add.2, A/HRC/40/59/Add.1 et A/HRC/40/59/Add.3) – Missions en Argentine, en Serbie, au Kosovo³ et en Ukraine

Assemblée générale (A/74/148) – Pertinence de l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le contexte de la violence domestique

Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/46) – Modèles d'inclusion sociale des survivants de la traite des êtres humains innovants et porteurs de changement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/46/Add.1) – Mission au Nigéria

Assemblée générale (A/74/189) – Accès des victimes de la traite des êtres humains à des voies de recours contre les violations commises par les entreprises et leurs fournisseurs

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/45) – Mise en œuvre concrète de programmes nationaux de réparation

Assemblée générale (A/74/147) – Excuses pour les violations flagrantes des droits de la personne et les violations graves du droit international humanitaire

Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/46) – Effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme

³ Les références au Kosovo doivent être entendues au sens de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/46/Add.1) – Éléments d'un projet de déclaration de l'Assemblée générale sur les mesures coercitives unilatérales et l'état de droit

Assemblée générale (A/74/165) – Questions juridiques soulevées par la pratique des blocus effectifs et des sanctions économiques assimilables à des blocus de fait

Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/42 et Corr.1) – Vingt-cinquième anniversaire de la création du mandat : son évolution, les défis qui se posent actuellement et la voie à suivre

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/42/Add.1 et A/HRC/41/42/Add.2) – Missions au Canada et au Népal

Assemblée générale (A/74/137) – Adoption d'une démarche fondée sur les droits de la personne dans la lutte contre les mauvais traitements et les violences infligés aux femmes dans les services de santé procréative, en particulier les violences commises pendant l'accouchement et les violences obstétricales

Rapporteur spécial sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47) – Les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement dans les espaces de vie autres que le foyer, l'accent étant mis sur les espaces publics

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47/Add.5) – Suivi de la visite au Botswana

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47/Add.4) – Suivi de la visite en El Salvador

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47/Add.3) – Suivi de la visite au Portugal

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47/Add.6) – Suivi de la visite au Tadjikistan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/47/Add.1 et A/HRC/42/47/Add.2) – Missions au Lesotho et en Malaisie

Assemblée générale (A/74/197) – Les mégaprojets et le droit à l'eau et à l'assainissement

Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/33) – Femmes privées de liberté

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/33/Add.1 et A/HRC/41/33/Add.2) – Missions au Honduras et en Pologne

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Bélarus

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/52) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Assemblée générale (A/74/196) – Conditions structurelles empêchant la tenue d'élections

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/60) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays et analyse des objectifs de développement durable au Cambodge

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/60/Add.1) – Évaluer la protection des personnes qui risquent d'être laissées pour compte

Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/61) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/66) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Assemblée générale (A/74/275 et Rev.1) – Aperçu de l'évolution récente de la situation des droits de la personne dans le pays

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/41/53) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/67) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier l'exécution des enfants délinquants

Assemblée générale (A/74/188) – Situation des minorités ethniques et religieuses

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/77) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/68) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Assemblée générale (A/74/342) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/40/73) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, l'accent étant mis sur l'accès aux ressources naturelles et la dégradation de l'environnement

Assemblée générale (A/74/507) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/62) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays

Assemblée générale (A/74/166) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays (rapport du Conseil des droits de l'homme transmis à l'Assemblée générale)

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan

Conseil des droits de l'homme (A/HRC/42/63) – Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme dans le pays
